

M3 : PROCÈS DEVANT LE CONSEIL DE PRUD'HOMMES

Les fins de non-recevoir : liste et office du juge

LES DIFFÉRENTES FINS DE NON-RECEVOIR (ART. 122 CPC)

Constitue une fin de non-recevoir **tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande sans examen au fond, pour défaut du droit d'agir** qui peut tenir :

- au **défaut de qualité** (autorisation légale d'agir dans un intérêt déterminé)

Exemple : le syndicat agit pour défendre l'intérêt purement individuel d'un salarié

- au **défaut d'intérêt** (intérêt du procès pour une partie)

Exemple : le salarié agit pour contester un licenciement futur

- à la **prescription** (extinction du droit d'agir en raison de l'écoulement d'un certain délai)

Exemple : le salarié agit en contestation de son licenciement plus de douze mois après la notification de la rupture

- à la **chose jugée** (interdiction de soumettre à nouveau au juge ce qui a déjà été tranché en dehors des voies de recours prévues par la loi)

Exemple : le salarié formule contre le même employeur une demande qui a déjà été tranchée par un précédent jugement au fond.

Les fins de non-recevoir sont listées par l'art. 122 CPC mais d'autres fins de non-recevoir peuvent être soulevées en fonction des affaires.

Exemple : irrecevabilité d'une exception de procédure invoquée tardivement

Elles peuvent être soulevées par une partie sans formalité particulière :

- à tout moment du procès
- sans texte ni grief spécifique

Conséquences : le juge examine la recevabilité de la demande :

- s'il déclare la demande recevable, il examine le fond du droit
- s'il déclare la demande irrecevable, la demande est écartée sans avoir à examiner le fond du droit.

LE JUGE PEUT-IL SOULEVER D'OFFICE UNE FIN DE NON-RECEVOIR ?

Uniquement s'il est autorisé par un texte (art. 125 CPC)

- **peut soulever d'office** la fin de non-recevoir tirée du défaut d'intérêt, du défaut de qualité ou de la chose jugée
- **ne peut pas soulever d'office** l'expiration du délai de prescription
- **doit soulever d'office** les fins de non-recevoir qui ont un caractère d'ordre public (irrecevabilité d'une exception de procédure invoquée tardivement)

Lorsqu'il soulève d'office, le juge doit inviter les parties à présenter leurs observations dans le respect du contradictoire.